

GRAND CHANTIER DE DÉMOLITION DANS LES FISCALITÉS IMMOBILIÈRES, LES BRIGADES FI DFE, LES CELLULES CSP

Début 2013 : la DGFIP engage en catimini des tests de pôles patrimoniaux contrôle corrélé revenus / patrimoine.
Été 2013 : exit les tests, Bruno BEZARD lance à grand renfort de communication sa Démarche Stratégique, et met à la disposition des directions locales ses « boîtes à outils » !

La CGT Finances Publiques a déniché le panneau du futur chantier :

PERMIS DE DÉMOLIR

N° DE PERMIS : « Une stratégie de confiance » - La démarche Stratégique de la DGFIP (52 pages, 07/2013)

DURÉE DES TRAVAUX : 2013 à 2018

BÉNÉFICIAIRES : Milieux financiers, Pigeons, les plus aisés... **mais pas les agents !**

MAÎTRE D'OEUVRE : DDFIP/DRFIP

SURFACE À DÉMOLIR : 170 FI, 193 FI élargies et 73 BFI

COÛT DES TRAVAUX : Suppressions d'emploi-dégradation des conditions de travail – diminution des budgets - détérioration du contrôle fiscal et du service public-inéquité fiscale -destruction du maillage territorial

NATURE DES TRAVAUX : *Pôles de compétence spécialisés dans le contrôle patrimonial (pages 11, 35 et 45) **Exit le maillage territorial et disparition des missions de gestion dans les FI = généralisation de la relance des successions par les SPF/enregistrement et de la gestion ISF par les SIP !**

Pilotage et articulation du contrôle fiscal au niveau interrégional (p 11)
Danger Régionalisation !

* Fusion de services identiques implantés sur le même site (ex SIP)
(p 45)**suppressions d'emploi !!!**

*Accent sur les enjeux les plus forts grâce aux outils informatiques d'analyse-risque (p 40) **Ah bon?! PATRIM, BNDP ??...**
mal alimentés par FIDJI et MOOREA !



LE DOSSIER PEUT ÊTRE CONSULTÉ : en exigeant la convocation de CTL et CHSCT dans les DDFIP/DRFIP

DROIT DE RECOURS : la mobilisation des agents pour obtenir l'abandon de la démarche stratégique.

Face à cette entreprise de démolition, la CGT Finances Publiques exige donc l'ouverture de négociations sur l'ensemble des contentieux revendicatifs figurant dans la plate-forme unitaire DGFIP et la mise en place d'un plan d'urgence pour notre administration.